Quaderni

Communication, technologies, pouvoir

95 | Hiver 2017-2018

Logiques numériques des radicalisations

La radicalisation sous emprise ?

Le processus de radicalisation au prisme de Stop Djihadisme

Julien Fragnon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/quaderni/1135>

DOI : 10.4000/quaderni.1135

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 février 2018

Pagination : 13-38

Référence électronique

Julien Fragnon, « La radicalisation sous emprise ? », *Quaderni* [En ligne], 95 | Hiver 2017-2018, mis en ligne le 05 février 2020, consulté le 03 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/1135> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.1135>

Tous droits réservés

La radicalisation sous emprise ? *Le processus de radicalisation au prisme de Stop Djihadisme*

Julien
Fragnon

*Université de Lyon
Sciences Po Lyon
Laboratoire Triangle*

« Beaucoup de terroristes sont passés à l'action après s'être radicalisés sur les réseaux sociaux » par le biais de *« contenus de propagande islamiste qui les manipulent et les conduisent à la violence »*, expliquait le futur président de la République, Emmanuel Macron, lors de la dernière campagne présidentielle¹. Prenant acte qu'*« Internet (était) devenu un élément essentiel du terrorisme »*, il esquissait deux propositions : la lutte contre la propagande djihadiste et l'accès des autorités aux données chiffrées². En réalité, cela fait plusieurs années déjà que le gouvernement français a investi le champ de l'internet comme un nouveau lieu de déploiement de la lutte contre le terrorisme. Le 23 avril 2014, le gouvernement adoptait un plan d'action contre les filières syriennes et la radicalisation violente. Ce plan d'action constitue la base de la future *« politique publique inédite de prévention et de prise en charge de la radicalisation »*³. Il consacre, dans le même temps, l'influence d'internet dans les processus de radicalisation comme l'exprime le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, à la télévision : *« l'internet joue un rôle déterminant dans l'endoctrinement de nos ressortissants et notamment de nos ressortissants les plus jeunes »*⁴.

Si l'usage du numérique par les organisations djihadistes n'est pas nouveau, il semble avoir connu ces dernières années une accélération⁵. Les organisations djihadistes utilisent depuis les années 1990 le web pour diffuser leurs doctrines à l'aide de sites ou de forums. Mais à partir de 2012, cet usage connaît un accroissement tant les plates-formes (Twitter notamment) ont démultiplié les contenus djihadistes⁶ et joué un rôle dans les processus de recrutement et les

vellités massives de départ vers la Syrie⁷. Média-tisés par des acteurs divers (juges d'instruction du pôle antiterroriste, acteurs associatifs⁸ ou journalistes⁹), le lien entre le déclenchement de la guerre civile en Syrie, l'usage d'internet et l'évolution des modes de recrutements des organisations terroristes est réapproprié par le pouvoir politique. « *Ce à quoi nous assistons avec la guerre civile en Syrie, puis en Irak, c'est à une mutation rapide du terrorisme. (...) Aujourd'hui, le terrorisme est devenu en "libre accès". La stratégie suivie par les organisations terroristes (...) vise à rendre la terreur accessible au plus grand nombre. (...) Tout un chacun peut désormais, sans quitter son domicile, consulter ad nauseam des sites faisant l'apologie du meurtre de masse, du martyr, de l'attentat-suicide ; chacun peut s'autoradicaliser, puis se décider pour un aller simple vers les terres du djihad, le cas échéant en famille* »¹⁰. À cela s'ajoutent les conséquences de l'apparition des réseaux sociaux. Pour lutter contre ce phénomène, les gouvernements occidentaux ont répondu de deux manières différentes : l'une répressive, l'autre symbolique¹¹.

Les mesures répressives renvoient à la création d'une législation spécifique ou à la mise en place de mesures administratives. À l'instar d'autres pays comme le Royaume-Uni ou le Canada, la France réprime l'apologie du terrorisme en aggravant son incrimination quand elle s'effectue sur internet (loi du 14 novembre 2014). Grâce à cette loi, le gouvernement autorise la fermeture et le blocage des sites web et forums djihadistes dans le cadre d'une procédure administrative (décret n° 2015-125 du 5 février 2015). Cette riposte technique (inspirée des outils de lutte contre la

pédopornographie) reste toutefois limitée par l'impossibilité d'atteindre des sites web hébergés sur des serveurs à l'étranger ou sur les plateformes de médias sociaux¹². La seconde forme de la riposte est d'ordre symbolique avec la mise en place de stratégies de contre-propagande ou contre-narratives comme la campagne américaine *Think Again, Turn Away* (2013) ou britannique *Welcome to the « Islamic State » land* (2014)¹³. De son côté, la France a lancé en janvier 2015 une campagne de « contre-discours »¹⁴ voire de « contre-propagande »¹⁵ par ses promoteurs qui vise à lutter contre la « propagande » de Daech¹⁶. Ainsi pour le Premier ministre, Manuel Valls, « *combattre la radicalisation, c'est enfin – et c'est sans doute le plus difficile – construire de puissants contre-discours* »¹⁷.

Dans les pratiques contemporaines de la communication publique, de tels énoncés demeurent rares et illustrent une rupture. Ces discours marquent la tension entre les notions de *propagande* et de *communication publique* tant ils empruntent des traits distinctifs de l'une et de l'autre sans épuiser complètement leurs définitions respectives. Définie comme un instrument efficace de conquête et d'asservissement des masses¹⁸, une technique de manipulation du public¹⁹ ou un outil de communication fondé sur un rapport inégalitaire entre gouvernants et gouvernés²⁰, la propagande semble pourtant se différencier de la communication politique par une distinction de degré plutôt que de nature²¹. Pour autant, son caractère injonctif (par rapport à la séduction ou la persuasion, vecteurs de la communication) et son utilisation exacerbée par les régimes totalitaires du XX^e siècle lui confèrent une connotation largement négative²², notamment dans l'espace

politique contemporain où elle est synonyme de désinformation²³.

Dans le cas d'espèce, si la visée d'influence de l'auditoire (caractéristique de la définition de la propagande chez Edward Bernays²⁴) est assumée, les termes mêmes de *propagande* ou de *manipulation* sont rejetés et utilisés pour dénoncer les discours de l'adversaire²⁵. De plus, les messages publics s'inscrivent en réponse, dans une posture de légitime défense vis-à-vis d'une idéologie qui menace l'ordre public et entrave la liberté des individus²⁶. Il s'agit donc, non pas de chercher à qualifier la nature de ces discours (« propagande » ou « communication »), tant les tentatives de typologisation comportent une part normative²⁷, mais de les analyser comme des objets discursifs qui actualisent une politique publique en actes²⁸ et produisent une représentation spécifique d'un objet : le processus de radicalisation²⁹.

La communication, entendue comme un mode d'action des pouvoirs publics vis-à-vis des citoyens³⁰ s'appréhende dans une double approche : à la fois, symbolique et pragmatique qui fait de l'exercice du pouvoir, une activité essentiellement discursive et une plus sociologique qui l'interprète comme la mise en œuvre d'activités, de dispositifs et de savoir-faire spécifiques, visant à promouvoir un lien entre les dirigeants et les citoyens³¹. Par cette activité discursive, les pouvoirs publics produisent des effets dans la réalité. Les discours officiels sur la radicalisation sont avant tout des discours contre la radicalisation. Par cette réprobation, ils nous donnent à voir une représentation de ces pratiques sociales, représentation qui produit des effets dans la réalité sociale. Pour étudier cette production discursive et les

représentations qui s'y rattachent, notre recherche s'appuiera sur la lecture de documents officiels³², de discours politiques de membres du gouvernement (2014-2016), d'une série d'entretiens avec des acteurs politiques (députés de la majorité et de l'opposition, membres de cabinets ministériels) et d'une analyse du site *stop-djihadisme.gouv.fr*³³. Cette analyse de discours utilise les ressources offertes par l'analyse argumentative³⁴, énonciative³⁵ ou la sémiotique³⁶.

À partir de ces observations, nous montrerons que les messages de « contre-discours » s'inscrivent à l'articulation de plusieurs politiques publiques en cours d'institutionnalisation : la communication publique anti-terroriste³⁷ et la prévention de la radicalisation. Ces stratégies de communication produisent une représentation spécifique de l'objet « radicalisation ». À la lecture des messages des différentes campagnes gouvernementales, la radicalisation est appréhendée à la fois d'une manière critique (le discours public sur la radicalisation est un discours de dénonciation) et partielle (le discours se limite aux dimensions affirmatives de la radicalisation³⁸). Enfin, nous verrons que ces campagnes de communication s'appuient sur la dénonciation de la nature manipulatrice des discours djihadistes s'inspirant en cela des dispositifs utilisés en France pour lutter contre les dérives sectaires.

Stop-djihadisme.gouv.fr : un nouveau dispositif au croisement de politiques publiques en construction

Lancé le 28 janvier 2015, le site *stop-djihadisme.gouv.fr* s'insère dans une stratégie de communication publique de prévention du terrorisme

en cours d'institutionnalisation³⁹. Dès 2006, à l'occasion de la parution du Livre blanc sur la lutte contre le terrorisme⁴⁰, les pouvoirs publics avaient tenté de théoriser une communication antiterroriste pérenne autour de trois grands objectifs : l'information de la population, la mobilisation nationale et la compassion à l'égard des victimes. Ces visées se retrouvent aujourd'hui dans les buts assignés par le gouvernement au site internet stop-djihadisme.gouv.fr : « *comprendre (...), agir : informer sur les moyens et les actions de l'État en matière de lutte contre le terrorisme, décrypter (...), se mobiliser : sensibiliser tous les citoyens aux comportements à adopter en situation de menace et au quotidien* »⁴¹. L'objectif du message est clair et il renvoie, en dépit de son sujet spécifique – un attentat –⁴², aux déterminants classiques de la communication publique. Celle-ci se présente comme un outil de diffusion d'informations d'intérêt général, détachées de tout intérêt partisan⁴³. Il s'agit pour l'État de promouvoir une politique publique sous des formes neutres et dépolitisées. Dans un premier temps, les messages publics au sujet de la prévention du terrorisme ont été diffusés sur le site gouvernemental de prévention des risques majeurs (naturels, sanitaires, industriels, etc.)⁴⁴. Il vise à informer et à préparer la population en cas d'accident industriel ou de catastrophe naturelle (avec des rubriques comme « Préparer son kit d'urgence », « Connaître les numéros d'urgence », « Utiliser les médias sociaux en situation d'urgence »).

Les pages consacrées au risque terroriste se limitent à décrire la mobilisation des services de l'État (opération Vigipirate, action des services de renseignement, l'organisation de la sécurité

civile, etc.). Les messages gouvernementaux participent ainsi d'une cause universelle, la sécurité de la population. C'est de cette manière que les pouvoirs politiques se sont saisis de la « menace terroriste »⁴⁵ pour promouvoir leur action. Elle relève d'une forme de « marketing social »⁴⁶ qui emprunte, sur le plan formel et dans le message (en visant spécifiquement des changements de pratiques parmi la population), aux traits classiques de la publicité. La campagne d'information « Que faire en cas d'attaque terroriste ? » lancée en février 2016 s'inscrit pleinement dans cet objectif de prévention. À l'aide d'une iconographie rappelant les consignes d'évacuation des bâtiments et les gestes à adopter en cas d'incendie, ces illustrations informent les citoyens des instructions à suivre en cas d'attentat (fuir, se cacher, alerte, faire des gestes d'urgence). La campagne est explicitement promue comme une action de sensibilisation aux gestes à adopter pour se protéger en attendant l'arrivée des forces de l'ordre et s'inscrit dans un objectif de prévention du terrorisme

Pour répondre aux effets communicationnels des actions terroristes, les responsables politiques ont donc intégré la communication publique comme faisant partie intégrante de la lutte antiterroriste à l'instar des autres politiques publiques comme le rappelait la doctrine anti-terroriste du gouvernement en 2006 : « *Toute défaillance en matière de communication publique face au terrorisme se paie au prix fort dans le court et le long terme* »⁴⁷. La communication est élevée au même niveau que la lutte concrète, menée par les magistrats et les agents des services de police et de renseignements. Si la gravité des attentats de 2015 a cristallisé l'exigence d'un renforce-

RÉAGIR EN CAS D'ATTAQUE TERRORISTE

AVANT L'ARRIVÉE DES FORCES DE L'ORDRE, CES COMPORTEMENTS PEUVENT VOUS SAUVER

1/ S'ÉCHAPPER si c'est impossible 2/ SE CACHER

3/ ALERTE ET OBEIR AUX FORCES DE L'ORDRE

VIGILANCE

- Témoin d'une situation ou d'un comportement suspect, vous devez contacter les forces de l'ordre (17 ou 112)
- Quand vous entrez dans un lieu, repérez les sorties de secours
- Ne diffusez aucune information sur l'intervention des forces de l'ordre
- Ne diffusez pas de rumeurs ou d'informations non vérifiées sur Internet et les réseaux sociaux
- Sur les réseaux sociaux, suivez les comptes @Place_Beauvau et @gouvernementfr

Pour en savoir plus :
www.encasdatattaque.gouv.fr

ment de cette communication, cette évolution puise dans des sources à la fois plus anciennes et plus transversales sur le rôle des pouvoirs publics⁴⁸. Pour les autorités, ces messages doivent s'appuyer sur les structures préexistantes, présentées comme centralisées, verticales et déconcentrées, afin d'approfondir l'intégration de la communication au niveau d'un réseau interministériel. Ces campagnes de communication sont ainsi confiées à une structure spécifiquement dédiée à la communication publique, le Service d'Information du Gouvernement (SIG), rattachée au Premier ministre, illustrant cette volonté d'institutionnalisation et de transversalité de l'action publique. Toutefois, cette communication spécifique s'insère également dans une autre politique publique en cours d'institutionnalisation, la prévention de la radicalisation.

La stratégie de prévention de la radicalisation a été annoncée par le gouvernement de Manuel Valls en 2014 sous la forme de plusieurs plans d'action (plan de lutte contre la radicalisation violente et les filières terroristes du 29 avril 2014, plan de lutte contre le terrorisme du 21 janvier 2015 et plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme du 9 mai 2016). Elle s'appuie sur des outils de détection de la radicalisation (via le centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation ou les remontées des services de renseignement) articulés avec des outils de surveillance (par les services de renseignement) et d'accompagnement (par des services sociaux) des personnes signalées. Cette politique publique a été impulsée au niveau de l'État central qui s'est appuyé sur ses acteurs déconcentrés (les préfets) pour appréhender ce nouvel objet. Face à ce problème public récemment mis à l'agenda⁴⁹

et potentiellement sources de discrimination, les pouvoirs publics se sont à la fois inspirés de politiques publiques existantes (aide sociale à l'enfance, politique de lutte contre les dérives sectaires⁵⁰) et appuyés sur des acteurs associatifs. Ce sont donc les préfetures qui ont mis en œuvre les premières mesures en faisant appel à des associations qui ont investi ce nouveau champ.

Parmi les associations les plus connues, le CPDSI qui a été créé spécialement par Dounia Bouzar pour répondre à l'appel d'offres de l'État (appel d'offres pour lequel l'association était d'ailleurs la seule à postuler). Les pouvoirs publics ont mis en place à la fois un réseau local de prise en charge des personnes radicalisées et d'accompagnement des familles (en s'appuyant sur des acteurs existants : police, gendarmerie, éducation nationale, accompagnement social, soutien à la parentalité) et une équipe mobile d'intervention au plan national. C'est le CPDSI qui assura les missions de l'équipe mobile. Le dispositif est accentué en 2016 avec le second plan PART (consécutif à la vague d'attentats de 2015) avec un pilotage interministériel au niveau du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR)⁵¹. L'État a également modifié sa relation avec le champ associatif en faisant appel à des associations locales (en sachant que l'État avait mis fin de manière anticipée au marché passé avec le CPDSI début 2016). De nombreuses critiques (ainsi que des condamnations judiciaires⁵²) ont depuis émaillé cette politique de prévention de la radicalisation. Elle a provoqué un effet d'aubaine sans que l'évaluation des dispositifs n'ait pu être réalisée⁵³.

Parmi les mesures du premier plan gouverne-

mental de lutte contre les filières djihadistes, l'une portait spécifiquement sur la détection de la radicalisation. Le 29 avril 2014 était installé au sein de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), un centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR) fonctionnant par le biais d'un numéro national d'assistance et d'orientation (à l'aide d'un numéro vert dédié et d'une page permettant le signalement sur le site du ministère de l'Intérieur⁵⁴). Les écoutants de la plate-forme sont des réservistes de la Police nationale, accompagnés par des policiers et un psychologue, et sélectionnés pour leur expérience et leur expertise de l'islam. Après filtrage, les signalements considérés comme pertinents sont transmis aux services spécialisés qui sont chargés de les évaluer et de confirmer ou non la radicalisation et le degré de dangerosité de la personne signalée. Dans tous les cas, les signalements sont systématiquement transmis à la préfecture du lieu de résidence de leurs auteurs aux fins de mettre en œuvre les mesures d'accompagnements des intéressés. Depuis son ouverture, le CNAPR a reçu 51 429 appels pour un total de 5 723 signalements⁵⁵. L'enjeu consiste ainsi à déterminer ce qui relève d'un « *véritable processus de radicalisation* » (ou de la participation à un filière djihadiste) d'une conversion « *radicale à l'islam* » qui ne serait pas acceptée par l'entourage⁵⁶.

Le discours de l'État vise donc à distinguer une pratique de radicalisation menant à la violence d'une pratique rigoriste de la religion (étant entendu que seuls les processus de radicalisation de nature djihadiste sont visés dans ces messages). Cette représentation est également promue lors des formations dispensées par les pouvoirs pub-

lics⁵⁷ qui visent notamment à mieux connaître la religion musulmane, son histoire ou sa liturgie, mais également à diffuser un « référentiel des indicateurs de basculement dans la radicalisation »⁵⁸. Ce document rédigé par le secrétariat général du CIPDR est diffusé à l'occasion des sessions de formation à destination des professionnels (de la police ou de la gendarmerie mais également des travailleurs sociaux) ou des élus locaux. Il servira de matrice à la représentation des trajectoires de radicalisation telles qu'elles sont représentées sur stop-djihadisme.gouv.fr.

Entre rupture et manipulation : une représentation partielle de la radicalisation

En 2014, un premier document avait été réalisé par l'UCLAT en s'inspirant des travaux du CPDSI⁵⁹. Cette base de travail a été complétée par les remontées des écoutants du CNAPR et des états-majors de sécurité en préfecture. Le dernier document à jour est le produit d'un groupe de travail interministériel (services du ministère de l'Intérieur, de la Justice, de l'Éducation nationale, des affaires sociales et de la santé, de la jeunesse et des sports et de la Miviludes). Ce guide est vu comme un outil de détection d'une dérive d'un individu à partir d'une série de critères comportementaux s'attachant tant à l'attitude qu'aux discours de la personne (les ruptures, l'environnement, les discours et l'usage de techniques spécifiques comme les réseaux sociaux ou la dissimulation). Pour les pouvoirs publics, c'est la combinaison des différents indicateurs qui fonde le basculement : « *le processus de radicalisation ne peut être caractérisé que s'il repose sur un faisceau d'indicateurs. Les seuls indicateurs ayant trait à l'apparence physique*

ou vestimentaire ne sauraient caractériser un basculement dans la radicalisation »⁶⁰. Ce guide inspira les documents grand public qui seront diffusés durant la campagne « Stop Djihadisme » en janvier 2015.

Cette campagne de communication articule la diffusion d'une brochure intitulée « Radicalisation violente, enrôlement djihadiste » et d'un site internet dédié. Si la brochure est diffusée le 5 janvier 2015, le site internet sera lui mis en ligne le 28 janvier quelques jours seulement après les attentats à Paris et Montrouge. La brochure⁶¹ vise en priorité l'entourage familial et amical des personnes suspectées de radicalisation en l'encourageant à la vigilance (« *Familles, amis : soyez vigilants* ») et en l'informant de l'existence du CNAPR et du numéro vert (notamment à l'aide d'une rubrique « *Vrai/Faux* » pour anticiper des idées préconçues sur le centre d'appel⁶²). Le message se veut à la fois pédagogique (une rubrique explique la radicalisation) et préventif (une autre page décrit les comportements qui doivent alerter l'entourage d'un processus de radicalisation en cours). Dans ce document, le processus de radicalisation est interprété comme un phénomène de rupture (avec la famille, les amis, l'école) et un changement de comportement (vestimentaire, alimentaire, linguistique). La brochure cite d'ailleurs nommément « *la fréquentation de sites internet et des réseaux sociaux à caractère radical et extrémiste* » et « *la pratique de discours antisémite ou complotiste* » comme des signaux d'alerte. Elle informe également de l'existence du site internet comme une voie de signalement possible d'un cas de radicalisation.

Au-delà de cette seule fonction de signalement, la

plate-forme « Stop-djihadisme » visait un objectif plus large⁶³. Lors de sa mise en ligne, la plate-forme comportait quatre rubriques (« *comprendre le phénomène de radicalisation, agir contre celui-ci, décrypter les stratégies de communication des recruteurs djihadistes et mobiliser la société* ») qui reprennent le schéma « *information, détection, prévention* » visible dans la brochure. Le site comporte des informations plus exhaustives sur l'action de l'État dans la lutte contre le terrorisme (action répressive comme le renforcement de la législation ou préventive avec la mise en avant de Vigipirate ou de l'opération Sentinelle). Parallèlement, le gouvernement diffusa, sur le site et ses propres canaux (notamment le compte Facebook du gouvernement) la vidéo « *Ils te disent* ». Cette vidéo vise particulièrement les jeunes tentés par un départ en Syrie. Pour cela, son objectif est de dévoiler la nature mensongère des discours des recruteurs en montrant la réalité de la situation sur place⁶⁴. L'iconographie, largement inspirée de la campagne britannique *Welcome to the « Islamic State » land*, juxtapose des images de l'organisation État islamique à des images d'exactions commises par ses membres. La structure narrative est celle du dévoilement des mensonges des djihadistes en les confrontant aux actes commis sur place. Par ces images choquantes, la communication publique déploie une stratégie d'authenticité qui vise à toucher et convaincre le public jeune. « *L'objectif du site est de casser les codes pour toucher les jeunes. (...) L'objectif est de contrer la déferlante de vidéos de propagande qui, en jouant sur des mythes de justice et d'héroïsme, cherchent à embrigader des jeunes gens pour les convaincre de partir en Syrie ou en Irak* »⁶⁵. Pour la presse, c'est bien cette stratégie de monstration au service d'une

lutte contre les discours d'enrôlement qui est la caractéristique principale de cette campagne de communication comme l'illustre de nombreux titres⁶⁶. Cette vidéo, vue deux millions de fois dès les premiers mois, sera déclinée sur les autres supports de communication comme les comptes officiels Twitter et Facebook en décembre 2015 pour toucher encore plus le public cible⁶⁷.

Les messages vont également évoluer au cours du temps, en fonction des événements et des inflexions des différents plans de prévention du terrorisme. Ainsi, le plan d'action de 2014 visait à prévenir les départs en Syrie, celui publié en 2016, rajoute un autre objectif : celui du risque d'attentats sur le territoire national. Cet élargissement de la menace sera illustré par l'évolution du message dans la nouvelle campagne de janvier 2017 « toujourslechoix.fr ».

L'utilisateur est cette fois amené à suivre deux personnes, Emma ou Mehdi, en caméra subjective. Au départ, la situation est quotidienne (la fille est draguée en ligne par un garçon, le garçon sympathise avec un nouvel ami). Le film est une succession de choix laissés à l'utilisateur (par l'intermédiaire de flèches d'option) pour poursuivre ou interrompre le processus. En fonction de ces bifurcations, Emma finira répudiée et maltraitée en Syrie tandis que Mehdi finira lui en prison pour avoir fomenté un attentat. L'utilisateur a également la possibilité de consulter des interviews de proches de djihadistes. À l'inverse de la première vidéo qui visait à dévoiler la « vérité » derrière les discours de propagande, celle-ci insiste sur le libre arbitre des individus et l'accumulation de micro-choix comme figure du processus de radicalisation. De plus, pour convaincre un

public jeune considéré comme rétif à la parole officielle, le site met en valeur des locuteurs distincts de l'État comme les familles des personnes parties en Syrie. Sous le titre « Ils l'ont vécu », le site toujours.le.choix.fr met ainsi en avant sept vidéos avec des interlocuteurs différents de l'État et apportant une supposée garantie d'authenticité par leur parcours (un repentant⁶⁸, Latifa Ibn Ziaten, l'ex-petite amie d'un djihadiste parti en Syrie)⁶⁹. Le recours à des témoignages constitue pour les services gouvernementaux une double stratégie d'efficacité. D'une part, elle vise l'efficacité en faisant porter le message de contre-discours par des acteurs non-institutionnels moins susceptibles selon eux d'être disqualifiés par les destinataires. De l'autre, elle veut à nouveau convaincre par l'usage de l'émotion.

Le site « Stop Djihadisme » distingue une vision de la radicalisation qui se caractérise par plusieurs aspects : sa nature processuelle, un objectif anti-démocratique et une prédominance des effets sur l'individu et sa socialisation. Sur le site, la radicalisation est définie « *par la volonté de remplacer la démocratie par une théocratie basée sur la loi islamique (la charia) en utilisant la violence et les armes. Elle suppose donc l'adoption d'une idéologie qui donne un cadre de vie et des repères guidant l'ensemble des comportements* ». Elle constitue « *le résultat d'un processus évolutif et non d'un "basculement" soudain. Elle est la conséquence de cheminements personnels et il n'existe pas d'explications systématiques à ces parcours* »⁷⁰. Le référentiel des indicateurs de basculement insistait déjà sur la nature cumulative des facteurs⁷¹. Si les messages rappellent à plusieurs reprises la complexité du phénomène et la difficulté à le repérer ou à l'objectiver⁷², ils

cherchent à la fois à catégoriser les personnes radicalisées et à informer sur des signes repérables.

Trois catégories de « radicalisés » sont ainsi élaborées en fonction du sens donné par la personne à son engagement : les « non-radicalisés » sont mus par une volonté « romantique » ou « humanitaire » et dépolitisée, les « radicalisés identitaires » renvoient à des situations de rupture avec la société française pour qui la radicalisation vient répondre à une frustration, et les « radicalisés politico-religieux » qui souhaitent imposer la charia. Dans son objectif de décryptage et de mobilisation, le site met en évidence des signes d'identification d'une radicalisation⁷³. Ces critères dessinent un portrait en creux du processus de basculement, celui d'un phénomène de rupture vis-à-vis des normes socialement admises, facilité par une socialisation fragile et l'attrait de discours manipulateurs. Ainsi, un ensemble de critères relevant d'une démarche de rupture vis-à-vis des liens communautaires ou familiaux est mis en évidence : « rupture avec la famille, les anciens amis, éloignement de ses proches. Rupture avec l'école (...). Changements de comportements identitaires »⁷⁴. Ces représentations peuvent toutefois être appliquées à n'importe quel groupe sectaire ou même alternatif (« ils se replient sur eux-mêmes, tiennent des propos asociaux, rejettent toute forme d'autorité, ou la vie en collectivité »⁷⁵) et inscrivent le processus de radicalisation comme une opposition au modèle de socialisation consumériste. « Toute l'entreprise de déradicalisation se définit en miroir inversé du modèle positif occidental : monde de loisirs, de consommation, d'épanouissement personnel et professionnel »⁷⁶. Dans certains outils de communication, le message simplifié conduit à

une représentation « simple voire binaire »⁷⁷ de la radicalisation.

Le site construit ainsi une vision spécifique du processus de radicalisation sous le prisme à la fois de la manipulation (voire de l'emprise sectaire⁷⁸) et d'un défaut d'intégration sociale ou communautaire. Ces critiques se concentrent sur la description des trajectoires de radicalisation qui hésite toujours entre, d'un côté, une volonté de simplification nécessaire à la communication (mais dénaturant la complexité des processus) et une mise en garde sur leur caractère complexe et individuel (et donc réduisant à néant toute volonté de typification). Cette indétermination dans la représentation⁷⁹ s'explique par la difficulté inhérente à toute tentative d'objectivation d'un processus social nécessairement pluriel. La pluralité du phénomène rentre également en tension avec un discours institutionnel traditionnellement lissé afin de donner une portée générale à son message⁸⁰. Malgré cela, la représentation de la radicalisation rejoint celle diffusée médiatiquement au mitan des années 2000, celle d'une radicalisation interprétée sous un prisme individuel et se matérialisant dans des comportements de rupture et/ou dans des lieux physiques dans un engagement inéluctable vers la violence armée⁸¹. Dans ce processus, le rôle des discours manipulateurs est mis en évidence.

Un « contre-discours » qui oscille entre lutte contre le complotisme et les dérives sectaires

Pour les autorités, le discours djihadiste est décrit comme une « propagande » (Manuel Valls, 9 mai 2016) qui participe du processus de radicalisation. Les contenus insistent sur les effets de cette

propagande sur des personnes en manque de socialisation ou de reconnaissance. « [S']il n'existe pas de critère fixe permettant de reconnaître clairement le passage à la radicalisation, seuls certains signes se révèlent constants parmi les jeunes perméables aux discours radicaux. Le plus significatif est leur fragilité psychologique, qui se traduit par une auto-dévalorisation et un certain mal-être. La propagande djihadiste comblerait alors le "vide" qu'ils ressentent »⁸². À ce titre, les « discours complotistes »⁸³ sont des facteurs de radicalisation par la confusion qu'ils génèrent : « En créant confusion et désinformation, ces récits complotistes peuvent renforcer la propagande djihadiste. (...) Ces discours construits tendent à accentuer un sentiment d'injustice et de trahison, qui nourrit la radicalisation djihadiste »⁸⁴. La réponse symbolique de l'État prend donc appui sur la nature supposée conspirationniste des discours djihadistes⁸⁵. Les responsables gouvernementaux reconnaissent ainsi « une explosion des théories conspirationnistes, qui inondent les réseaux sociaux et auxquelles sont confrontés une grande majorité des adolescents »⁸⁶.

Pour répondre à ces arguments conspirationnistes, la stratégie gouvernementale se fonde sur une démarche de « révélation »⁸⁷ : le radicalisé est manipulé et il revient à l'État de démontrer l'inanité et la nature manipulateur des messages djihadistes. Ainsi, la vidéo « Ils te disent » de janvier 2015 affiche les slogans utilisés par les islamistes, en alternant les propos : « Sacrifie-toi à nos côtés, tu défendras une juste cause » laisse place à « En réalité, tu trouveras l'enfer sur terre et tu mourras seul, loin de chez toi. ». Ou encore « Rejoins-nous et viens aider les enfants syriens » s'efface pour un autre message : « En réalité, tu

seras complice du massacre de civils ». Enfin, au message « Ils te disent : tu vis dans un monde de mécréants impurs, la vérité est ici » succède « En réalité, comme seules vérités tu découvriras l'horreur et la tromperie » sur fond d'images de crucifixion. Elle reprend par ailleurs la scénographie utilisée dans les vidéos djihadistes (images saccadées, images de meurtres ou de crucifixion, etc.) dans une volonté assumée de viser le pathos du destinataire⁸⁸.

Dans la vidéo « Toujours le choix », c'est une autre caractéristique du discours complotiste qui est visée : sa capacité à proposer une représentation alternative et simplificatrice du monde social. Ainsi, le personnage qui joue le rôle du recruteur conseille à Mehdi de ne « pas écouter les conneries des médias » quand il lui montre un drapeau de Daech puis il lui envoie une vidéo intitulée « Ce que font les mécréants en Syrie » avec des images de bombardements. La jeune fille Emma reçoit une clé USB donnée par l'un des personnages qui lui dit qu'« il faut absolument que tu regardes ça pour comprendre vraiment ce qui se passe Syrie ». Pour les responsables étatiques, cette caractéristique du discours de Daech, est particulièrement efficace auprès de jeunes en rupture sociale ou familiale. « Encore une fois, la force de ces organisations terroristes est de produire un récit reposant sur une vision simpliste de l'histoire, sur une rhétorique du sens opposant la pureté des vertueux aux mécréants. Ce discours répond en effet à des aspirations naturelles : il s'adresse aux rêves des jeunes, à leurs fantasmes et à leurs espoirs, dans le cadre d'un projet de société idéale. Il les touche d'autant plus que ces jeunes, voire très jeunes, souvent en difficulté sociale ou psychologique,

sont fragiles. Le chemin qui leur est proposé répond à leurs questions existentielles et la rhétorique utilisée est d'autant plus séduisante qu'elle leur donne l'illusion de maîtriser la compréhension du monde en leur offrant des clés de lecture – factices – des énigmes de la vie »⁸⁹. La nature complotiste des discours djihadistes s'illustre également à travers l'iconographie utilisée.

Dans la scénographie illustrant des scènes caractéristiques de la radicalisation, on retrouve les critères classiques du discours complotiste⁹⁰, notamment celui d'un pouvoir occulte qui prend des décisions dans des lieux cachés du public⁹¹. Celle-ci illustre le registre de l'obscurité avec un halo noir ou gris colorant l'ensemble des images d'illustration (voir document ci-dessous).

#Mythe

Idéalisation
de « l'époux idéal »

❖ Je pensais pouvoir
trouver un mari qui me
soit fidèle. ❖

LAURA – *Revenue de daech*

Réalité

VICTIMES DE VIOLENCES

« Celles qui refusent un mariage auquel elles sont forcées, finissent maltraitées, frappées, violées. »

SOPHIE
Revenue de daech

« Les jeunes sont forcées de se marier, souvent avec des membres de daech. Certains se suicident. »

NOURA
Militante syrienne

« Je n'arrive pas à dormir la nuit parce que je pense à la manière dont ils me violentent. »

JAEEL – 18 ans
Ancienne captive de daech

« Là-bas nous ne sommes que des ventres, des marchandises stockées, des esclaves. »

LAURA
Revenue de daech

* Laura PASSONI et Catherine LORZAGNE, « Au cœur de Daech avec mon fils », éditions La Boite à Pandore, 2016
Noura AL AMEER, militante syrienne, Tribune de Genève, 2014
Julia, Human Rights Watch, Avril 2015
Sophie KAZIKI, « Dans la nuit de Daech : confession d'une rescapée », éditions Robert Laffont, 2016

STOP-DJIHADISME.GOUV.FR
AGIR CONTRE LA MENACE TERRORISTE

/stopdjidahisme.fr

@STOPDJIHADISME

24 • RADICALISATION SOUS EMPRISE ?

QUADERNI N°95 - HIVER 2017-2018

Le bandeau illustrant le chapitre « *Pourquoi se radicalise-t-on ?* » montre trois jeunes hommes discutant en groupe, dans un endroit retiré et dont le visage est masqué par leurs capuches. Une telle scénographie se retrouve dans la page sur la radicalisation des jeunes filles. Ici une iconographie binaire illustre l'opposition entre le mythe du discours djihadiste (représenté par une iconographie illustrant la douceur et la pureté : tons pastels, couleur rose, images de nuage, etc. dans le document original) et sa réalité (représentée par des couleurs sombres et une iconographie menaçante : bombes, couteaux, etc.).

La représentation des jeunes femmes radicalisées reste ambivalente puisqu'elle évoque à la fois des personnes victimes d'une emprise et responsables de leur engagement. D'un côté, « *les femmes qui s'engagent dans les groupes radicaux ne doivent pas être considérées comme des victimes, mais bien comme des actrices* ». Mais de l'autre, elles sont la cible d'un discours manipulateur : « *On sait que les recruteurs mettent en place des dispositifs ciblés pour les attirer. Ils ont en effet intégré dans leur propagande le désir de ces femmes d'être actrices de la construction de ce monde idéalisé où les musulmans ne subiraient plus aucune discrimination. Les femmes, « les sœurs », ont une place déterminante, presque incontournable, dans la réalisation de cet idéal* »⁹². Pour dénoncer ce discours manipulateur, les éléments de langage officiels empruntent la stratégie argumentative classique du discours de réponse au complotisme. Celui-ci vise à réinstaurer le doute chez la personne visée, un objectif à la base de toute stratégie argumentative anti-conspirationniste⁹³. C'est d'ailleurs le propos du site gouvernemental « On te Manipule » qui

visait à lutter contre la désinformation et le complotisme : « *Découvrez les bons réflexes à avoir pour garder son sens critique et prendre du recul par rapport aux informations qui circulent* »⁹⁴. C'est également la stratégie déployée dans la vidéo « Toujours le choix ». L'effet est de réinscrire le processus de radicalisation comme le résultat de choix et de décisions personnels, parfois anodines ou mettant en évidence le poids de l'effet de groupe, et non plus seulement comme le produit d'un discours manipulateur et unilatéral. Cette inflexion dans le message s'éloigne ainsi d'une représentation originelle de la radicalisation comme un processus d'emprise sectaire.

Cette dénonciation de la manipulation s'inspire de la stratégie utilisée par l'État français dans sa lutte contre les sectes. C'est bien sous l'angle de la dénonciation de la « manipulation mentale »⁹⁵ que les gouvernements ont développé des outils de régulation sans contrevenir à la liberté de croyance, ni à la nature laïque de l'État. « *Il apparaît en effet impossible, pour un État laïque qui repose sur la "liberté de conscience", de distinguer les "sectes" des "religions". Ne reconnaissant aucun culte, il ne peut en privilégier aucun. Mais la donne change sensiblement si l'on se situe dans la perspective de la défense de la "liberté de penser". Promouvoir l'esprit critique, autre devoir assigné à l'État français, peut nécessiter de dénoncer tout ce qui semble nocif pour le bon développement de la raison* »⁹⁶. Cette similarité se retrouve également dans certains dispositifs mis en place. Ainsi de l'organisation parallèle du site « Stop djihadisme » avec celui de la Miviludes⁹⁷ qui comprend également une liste de critères de la dérive sectaire aux fins de la détecter⁹⁸. Cet objectif de prévention est simi-

laire à celui de « Stop Djihadisme » jusqu'aux contenus de ces indicateurs qui insistent sur « la rupture avec l'environnement d'origine », l'adoption d'un « discours antisocial », une « modification des habitudes alimentaires ou vestimentaires » ou la « déstabilisation mentale »⁹⁹. Si l'appréhension publique de la radicalisation sous l'angle d'une « manipulation » peut s'expliquer par différents facteurs (un objet mal identifié, l'influence spécifique de certains acteurs du champ, l'antériorité des dispositifs publics de lutte contre les dérives sectaires), elle prolonge certains biais déjà relevés. Ainsi, au-delà d'une représentation de la radicalisation sous un angle principalement interactionnel et individuel, ces discours gouvernementaux mésestiment la séduction réelle de l'offre djihadiste et de la reconnaissance qu'elle peut offrir au radicalisé comme au membre d'une secte¹⁰⁰.

L'enjeu de cet examen du site stop-djihadisme.gouv.fr n'est pas de questionner son efficacité, largement mise en doute par ailleurs¹⁰¹, mais bien de voir quelle représentation le discours officiel donne à voir des trajectoires de radicalisation. En dépit de la volonté d'appréhender le phénomène de radicalisation dans sa globalité, les dispositifs mis en place s'insèrent également dans une situation contrainte dans laquelle les outils curatifs développés par l'État sont nécessairement limités. « Les moyens dédiés à la déradicalisation ne pouvant être étendus sans limites, il convient plus largement d'engager une action vigoureuse pour endiguer le phénomène. Elle passe par la construction d'un contre-discours sur les réseaux sociaux et une meilleure intégration des jeunes, notamment ceux issus de l'immigration à la société française, fondée sur de véritables

opportunités de promotion sociale et professionnelle et l'acceptation des valeurs de la République »¹⁰². À plusieurs reprises, les autorités reconnaissent les limites de leur stratégie par l'origine institutionnelle des locuteurs comme l'illustre le rapport parlementaire d'Éric Ciotti et Patrick Mennuci : « Ce site, qui se veut didactique et pratique, en fournissant de nombreux contacts pour les personnes en détresse, passe toutefois pour être trop administratif, sans doute un peu aseptisé en regard des sites djihadistes qui présentent, il est vrai, des images plus crues. Son audience auprès d'une partie de la jeunesse est donc relativement faible. Surtout, il pâtit de son origine gouvernementale. En effet, pour les tenants de la théorie du complot, tout ce qui est institutionnel est forcément manipulé »¹⁰³. C'est pourquoi plusieurs rapports¹⁰⁴ recommandent la participation d'acteurs privés dans la construction de ce contre-discours (associations, fondations ou acteurs religieux¹⁰⁵).

Cependant pour les autorités, l'objectif de ces campagnes était beaucoup plus modeste comme en témoigne Loïc Garnier (chef de l'UCLAT) : « On a effectivement observé une forte augmentation du nombre d'appels au Numéro vert, due à plusieurs facteurs. Il s'agit tout d'abord des campagnes de communication menées (...) mais aussi avec le site internet Stop-Djihadisme.gouv.fr créé par le SIG et les différents spots diffusés à la télévision. Le Numéro vert est aujourd'hui très connu et bien référencé par les moteurs de recherche – il apparaît même en tête de liste, ce qui n'est pas négligeable »¹⁰⁶. Si cette stratégie de communication s'intègre dans une politique plus large de prévention de la radicalisation (le plan d'action de 2016 comporte ainsi 80

mesures), cette dernière s'est aussi construite dans un contexte spécifique dans l'urgence et sous la pression des événements (multiplication des départs en Syrie puis des attentats sur le sol français dans un contexte général de raréfaction de la dépense publique).

La radicalisation, telle que le « contre-discours » nous donne à la voir, a évolué d'une perception binaire en termes d'emprise et de fragilités individuelles vers un engagement plus volontaire et fondé sur une typologie de signes forts ou faibles très large. Cependant, l'assimilation de la radicalisation au terrorisme djihadiste subsiste avec l'idée d'un processus inéluctable vers la violence. Le site s'attache aussi à déconstruire le discours des organisations djihadistes en valorisant le libre-arbitre des personnes visées. Ce discours officiel de prévention de la radicalisation vient enfin s'inscrire dans un mouvement plus large d'institutionnalisation de la communication anti-terroriste qui fait du risque terroriste une menace pérenne et de la mobilisation de la population, un vecteur de résilience et de lutte contre le terrorisme.

N · O · T · E · S

1. Cité par *Le Monde*, 10 avril 2017.
2. *Ibid.*
3. Dossier de presse du plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme, 9 mai 2016, p. 17.
4. Intervention dans l'émission *Les 4 Vérités* de France 2 le 30 avril 2014.
5. Benjamin, Ducol, « Comment le jihadisme est-il devenu numérique ? Évolutions, tendances et ripostes », *Sécurité et stratégie*, vol. 20, n°1, 2015, p. 34-43.
6. Les signalements de sites internet auprès de l'Office central de lutte contre la criminalité liés aux technologies de l'information et de la communication sont en nette progression. Selon l'office, alors que 13 signalements de ce type ont été enregistrés en 2011, ce nombre a été porté à 120 en 2012, puis à 360 en 2013, soit près d'un signalement pour provocation ou apologie du terrorisme par jour. En 2013, les principaux sites concernés par ces signalements ont été les réseaux sociaux (en particulier Facebook et Twitter), qui représentaient 54 % du total, étude d'impact préalable au projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme, Assemblée Nationale, 8 juillet 2014, <http://www.assemblee-nationale.fr/14/projets/pl2110-ei.asp>, p. 44.
7. Marc Hecker, « Web social et djihadisme. Du diagnostic aux remèdes », *Focus stratégique de l'Ifri*, juin 2015, p. 18.
8. Comme Dounia Bouzar à l'issue du suivi de plusieurs jeunes filles dans le cadre de son association, le Centre de Prévention des Dérives Sectaires de l'Islam (CPDSI), Dounia Bouzar, Christophe Caupenne, Sulayman Valsan, « La métamorphose opérée chez le jeune par les nouveaux discours terroristes », *CPDSI*,

novembre 2014, <http://www.cpsdi.fr/articles-et-rapports/la-metamorphose-operee-chez-le-jeune-par-les-nouveaux-discours-terroristes/>.

9. « Facebook est donc devenu incontournable, à l'intérêt multiple. Le réseau social permet l'intégration à une communauté, puis garantit une certaine discrétion. (...) Il assure aussi un prosélytisme efficace en touchant un public large, pas nécessairement sensibilisé à la cause. (...) En France, les premières pages Facebook pro-djihad, récemment apparues, assurent désormais l'essentiel de la prédication », David Thomson, *Les Français jihadistes*, Paris, Les Arènes, 2014, p. 94-95.

10. Bernard Cazeneuve, Assemblée nationale, 15 septembre 2014. Le ministre de l'Intérieur reprendra ce constat après les attentats de 2015 : « Cette menace terroriste est protéiforme et d'une nature largement inédite. Aujourd'hui, le terrorisme est diffus et en "accès libre". Il implique des personnes qui sont nées ou qui ont grandi parmi nous, et qui un jour basculent, au terme d'un processus plus ou moins rapide, dans le fanatisme terroriste. Par là même, le profil des terroristes et des terroristes potentiels s'est diversifié. Nombreux sont ceux qui se radicalisent sur Internet. Certains partent pour la Syrie ou l'Irak, avant de revenir en Europe, endoctrinés et entraînés à tuer. D'autres encore passent progressivement de la délinquance au terrorisme, au cours d'un séjour en prison ou au contact d'islamistes aguerris », discours à l'occasion du Sommet international dédié à la lutte contre le terrorisme, 19 février 2015.

11. Benjamin, Ducol, 2015, *op. cit.*

12. *Ibid.*, p. 41-42.

13. Le Département d'État américain a lancé, en décembre 2013, une campagne sur Youtube et Twitter pour dénoncer la brutalité et la duplicité de Daech. Cette stratégie mêlait à la fois des vidéos et des photos de dénonciation des arguments de Daech (reprenant

les codes des vidéos de l'organisation) et des tweets s'adressant directement à des comptes djihadistes. Malgré un succès de fréquentation (844 000 vues sur Youtube), cette campagne a été critiquée pour son manque d'efficacité et les différentes comptes (Twitter, Facebook, Youtube) sont aujourd'hui inaccessibles. Seule une page Tumblr est encore disponible (<http://thinkagainturnaway.tumblr.com/>), « In a propaganda war against ISIS, the U.S. tried to play by the enemy's rules », *The Washington Post*, 8 mai 2015, « The State Department's Twitter War With ISIS Is Embarrassing », *Time*, 16 septembre 2014, « U.S. attempts to combat Islamic State propaganda », 7 septembre 2014. De son côté, la Grande-Bretagne a développé dès 2005 une politique de prévention du terrorisme, baptisée Prevent, qui vise à promouvoir une vision « modérée » de l'islam, d'encourager le dialogue interreligieux et de renforcer l'adhésion aux « valeurs britanniques » de démocratie et de droits de l'homme. Sujet à de nombreuses critiques (notamment de discrimination à l'égard des musulmans), ce programme a été dès son origine délégué au niveau local, Claire Arènes, *La prévention du terrorisme en Grande-Bretagne. Le programme PREVENT et la communauté musulmane*, Paris, Puf, 2016, Asiem El Difraoui et Milena Uhlmann, « Prévention de la radicalisation et déradicalisation : les modèles allemand, britannique et danois », *Politique étrangère*, 2015/4 Hiver, p. 171-182.

14. L'expression est de Christian Gravel, ancien directeur du Service d'Information du Gouvernement (SIG), Atelier « Faut-il faire de la propagande ? », Forum *Cap'Com*, 15 décembre 2015, URL : <http://www.cap-com.org/content/c1-faut-il-faire-de-la-propagande>, site visité le 11 mars 2016.

15. Juliette Méadel, ancienne secrétaire d'État aux victimes, citée par *L'Express*, 1^{er} novembre 2016.

16. « *Combattre la radicalisation, c'est enfin – et c'est*

sans doute le plus difficile – construire de puissants contre-discours, contrecarrer la propagande djihadiste et salafiste, casser cette entreprise d'embrigadement à grande échelle, notamment sur les réseaux sociaux », Manuel Valls, Premier ministre à l'occasion de la présentation du plan contre la radicalisation et le terrorisme, 9 mai 2016.

17. Discours du Premier ministre à l'occasion de la publication du plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme, 9 mai 2016. Autre exemple, celui de Bernard Cazeneuve à l'occasion de son audition devant la commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes, le 19 mai 2015 : « nous devons développer sur Internet un contre-discours visant à contrecarrer les phénomènes de radicalisation et d'endoctrinement ». Les députés Éric Ciotti et Patrick Mennucci reprennent également cette expression dans leur rapport de juin 2015 relatif à « la surveillance des filières et des individus djihadistes » : « *Compte tenu des difficultés qu'il y a à lutter efficacement contre le discours djihadiste, l'État a mis en place un contre-discours sur le site www.stop-djihadisme.gouv.fr* ».

18. Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1952.

19. Jean-Marie Domenach, *La propagande politique*, Paris, Puf, 1950.

20. Christian Delporte, « De la propagande à la communication politique. Le cas français », *Le Débat*, n° 138, janvier-février 2006.

21. « *Occultée de l'espace public, la propagande est devenu un objet d'histoire et un concept pour évoquer les relations entre masses et élites dans une perspective machiavélique. Son emploi est donc essentiellement critique et sert à dénoncer une forme pernicieuse de circulation de l'information. (...) Aujourd'hui, les communicateurs ont remplacé les propagandistes, en arguant de leur capacité*

technique, contre la logique doctrinale de leurs prédécesseurs », Fabrice d'Almeida, « Propagande, histoire d'un mot disgracié », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 69 | 2002, mis en ligne le 14 mai 2008, consulté le 25 novembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/bibelec.univ-lyon2.fr/mots/10673>.

22. D'Almeida, *ibid.*

23. Malgré son usage dans le Code électoral pour caractériser les différents moyens d'information grâce auxquels un candidat peut faire campagne lors d'une élection (Chapitre V du code électoral).

24. Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris, Zones, 2007 [1928].

25. Caroline Ollivier-Yaniv, « De l'opposition entre "propagande" et "communication publique" à la définition de la politique du discours : proposition d'une catégorie analytique », *Quaderni*, n° 72, 2010, p. 87-99.

26. « *Une idéologie du chaos est à l'œuvre. Elle glorifie la mort ; répand souvent une vision paranoïaque du monde, dans laquelle les prétendus "opresseurs" ou "mécéants" doivent payer le prix du sang. Cette idéologie, qui nous a déclaré la guerre, corrompt les esprits au cœur même de nos sociétés. Elle transforme des individus qui ont grandi ici, ont fréquenté ou fréquentent nos écoles, en ennemis prêts à frapper et à retourner les armes contre leurs propres concitoyens, contre leurs propres compatriotes* », Manuel Valls, *ibid.*, 9 mai 2016.

27. Emmanuel Taïeb, « La propagande revisitée », *Quaderni*, n° 72, 2010, p. 5-18.

28. Caroline Ollivier-Yaniv, *op. cit.*, 2010.

29. L'expression de *processus* ou de *trajectoires* de radicalisation fera référence aux variables d'engagement dans la violence telles qu'elles ont pu être décrits par Xavier Crettiez, dans « Penser

la radicalisation. Une sociologie des variables de l'engagement violent », *Revue Française de Science Politique*, vol. 66, n° 5, 2016, p. 709-727. L'emploi du seul terme *radicalisation* fera référence à son usage dans les discours publics. Nous ne rentrerons pas ici dans le débat, nécessaire sur le plan heuristique et politique, sur la pertinence du mot « radicalisation » pour qualifier les processus d'entrée dans les organisations djihadistes. En dépit de l'insatisfaction, plusieurs facteurs nous poussent à conserver ce mot dans notre recherche. Notre travail traite des discours politiques sur la « radicalisation » et non, de la « radicalisation » comme fait social. Notre problème n'est pas de vérifier la pertinence de cette dénomination car elle s'inscrit en tant qu'objet de corpus et non comme un concept à réfuter ou à approuver. De plus, par sa circulation au sein des discours politiques ou des médias, le terme se constitue en une réalité matérialisée dans un langage que les individus approuvent, critiquent ou dénoncent ; une réalité à laquelle ils donnent corps en en faisant le sujet de leurs discours en dépit de ses imperfections heuristiques. Par ce processus, le terme prend une réalité qui s'impose à l'observateur.

30. Caroline Ollivier-Yaniv et Michael Rinn, *Pour une société parfaite ? Communication de l'État et gouvernement du social*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2009.

31. Philippe Riutort, *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte, 2007.

32. Les documents officiels correspondent à la fois aux dossiers de presse diffusés à l'occasion des initiatives gouvernementales et aux deux plans d'actions mis en œuvre dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (le plan d'action contre les filières syriennes et la radicalisation violente du 23 avril 2014 et le plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme du 9 mai 2016). Ce matériau a été

complété par la lecture des nombreux rapports parlementaires publiés récemment sur la prévention du terrorisme : les rapports de l'Assemblée nationale de mai 2013 relatifs au « fonctionnement des services de renseignement français dans le suivi et la surveillance des mouvements radicaux armés » (rapport Urvoas-Cavard), de juin 2015 relatifs à « la surveillance des filières et des individus djihadistes » (rapport Menucci-Ciotti), de juillet 2016 sur les moyens de Daech (rapport Arif) ; les rapports sénatoriaux d'avril 2015 relatifs à « l'organisation et aux moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe » (rapport Sueur-Goulet-Reichardt), de janvier 2016 sur le renforcement « de la sécurité des transports terrestres face au terrorisme » (rapport Fouché-Bonhomme) et de juillet 2017 sur le « désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » (rapport Benbassa-Troendlé) ; les rapports au Premier ministre de juin 2015 sur la « Génération radicale » (rapport Boutih) et de juin 2015 sur « la déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme » (rapport Pietrasanta).

33. Notamment les deux vidéos, réalisées par le SIG et mises en ligne sur les réseaux sociaux (« *Ils te disent* », janvier 2015 et « *Toujours le choix* », janvier 2017). Les comptes officiels Twitter et Facebook rattachés au site ne seront pas étudiés pour des raisons pratiques mais également parce que leur contenu éditorial diffère peu du site originel (les posts Facebook reprennent ainsi des contenus issus du site source StopDjihadisme).

34. Philippe Breton, *Convaincre sans manipuler. Apprendre à argumenter*, Paris, La Découverte, 2015 (2008).

35. Dominique Maingueneau, « Genres de discours et web : existe-t-il des genres web ? », in Christine Barats (dir.), *Manuel d'analyse du web en Sciences*

Humaines et Sociales, Paris, Armand Colin, 2013, p. 74-98.

36. Algirdas Julien Greimas, *Du Sens 2. Essais sémiotiques*, Paris, Seuil, 1983 et Julia Bonaccorsi, « Approches sémiologiques du web » in Christine Barats (dir.), *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 125-146.

37. La question d'une communication publique propre à la lutte contre le terrorisme a émergé en France au cours du second semestre 2005 sous l'impulsion de différents facteurs : la prise en compte de la nature symbolique de l'acte terroriste, une volonté politique propre (incarnée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy) de s'inspirer des pratiques de communication de crise de la police londonienne lors des attentats de juillet 2005 et la volonté de constituer une doctrine nationale en matière de lutte antiterroriste (symbolisée par les travaux puis la parution en 2006 du *Livre Blanc sur la sécurité intérieure face au terrorisme*). Mais dès décembre 2001 dans leur rapport sur « les conséquences en France des attentats du 11 septembre 2001 » (Paul Quilès, René Galy-Dejean et Bernard Grasset, « Rapport d'information sur les conséquences pour la France des attentats du 11 septembre 2001 », Rapport d'information n° 3460, 2001, Assemblée Nationale, 11^{ème} législature), les parlementaires français avaient inscrit l'information des citoyens parmi les mesures nécessaires et concrètes pour lutter contre le terrorisme. Si les rapporteurs n'évoquaient pas spécifiquement une doctrine de communication, ils insistaient sur l'importance de la diffusion de l'information sur les menaces terroristes. Ensuite, l'instauration en mars 2003 des codes de couleur au sein du plan Vigipirate participa également d'une volonté gouvernementale d'établir une communication homogène en matière de terrorisme.

38. Dans son ouvrage, Abdelasiem El Difraoui décrit plusieurs dimensions nécessaires (affirmatives, pragmatiques et idéologiques) à une approche de déradicalisation qui puissent prendre compte la complexité du phénomène. « *La dimension affirmative s'appuie sur l'analyse des liens sociaux et le caractère social de l'individu et de son parcours. Le but de cette analyse est d'identifier les situations de crise, les points tournants, les points de basculement et les personnes qui avaient une influence sur lui, aussi bien lorsque le processus de radicalisation a commencé* », Abdelasiem El Difraoui, *Le djihadisme*, Paris, Puf, 2016, p. 101. La dimension pragmatique de la déradicalisation se concentre sur la vie quotidienne de la personne (aides pour un logement, une formation ou un emploi) tandis que la dimension idéologique, cognitive et spirituelle comprend les éléments religieux.

39. Julien Fragnon, « Protéger les citoyens contre le terrorisme. Vers l'institutionnalisation d'une communication publique antiterroriste », *Les Cahiers de la SFSIC*, n° 12, mai 2016, p. 32-40.

40. *La France face au terrorisme. Livre blanc du Gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, Paris, La documentation française, 2006.

41. Page d'accueil du site : <http://www.gouvernement.fr/stopdjihadisme-contre-le-djihadisme-tous-vigilants-et-tous-acteurs>, site visité le 28 mars 2017.

42. Les dirigeants politiques français ont traditionnellement préféré la discrétion à la communication à outrance s'agissant de la lutte contre le terrorisme. Ce principe a été modifié en France depuis 2014 et la mise à l'agenda de la prévention du terrorisme puis la succession des attentats sur le sol français.

43. Dominique Marchetti, *Communication et médiation de l'État. La politique invisible*, Grenoble, PUG, 2008.

44. <http://www.gouvernement.fr/risques/menace->

terroriste.

45. <http://www.gouvernement.fr/risques/menace-terroriste>, site visité le 21 mars 2016.

46. Michael Rinn, *Les discours sociaux contre le sida. Rhétorique de la communication publique*, Bruxelles, De Boeck Université, 2002.

47. *La France face au terrorisme*, 2006, *op. cit.*, p. 86.

48. La communication publique anti-terroriste s'inscrit dans des tendances historiques qui transcendent l'ensemble des politiques publiques. Le dispositif de prévention du terrorisme est vu comme une nouvelle déclinaison d'une stratégie politique globale de modernisation de l'État. Ce dernier, y compris dans la lutte antiterroriste, doit se plier aux nouveaux principes de l'administration publique : la transparence, la réactivité et la modernité (Claire Oger et Caroline Ollivier-Yaniv, « Conjurer le désordre discursif. Les procédés de "lissage" dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots. Les langages du politique*, n° 81, 2006, p. 63-77.). Cependant, ces injonctions s'accordent difficilement avec la pratique traditionnellement secrète des services de renseignement. Ainsi, les agents de renseignement ont parfois des difficultés à traduire les informations remontées du terrain en indicateurs fiables des menaces tandis que le discours de la rationalisation masque mal les intérêts inhérents à la dramatisation, contenus au cœur des interdépendances entre les décideurs politiques et les acteurs de la communauté du renseignement (Olivier Forcade et Sébastien Laurent, *Secrets d'État. Pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2005).

49. Dans leur article, Caroline Guibert-Lafaye et Ami-Jacques Rapin rappelaient, à travers une étude lexicale dans le journal *Le Monde*, que plus de la moitié des occurrences du mot *radicalisation* ont été

produites entre le 1^{er} janvier 2000 et le 31 décembre 2015 avec une accélération significative au cours des deux années précédentes, Caroline Guibert-Lafaye et Ami-Jacques Rapin, « La "radicalisation". Individualisation et dépolitisation d'une notion », in *Politiques de communication*, vol. 8, no. 1, 2017, p. 127-154.

50. La Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) a été intégrée très tôt à la mise en œuvre de la prévention de la radicalisation. Des représentants ont participé au groupe de travail ministériel pour rédiger le référentiel des indicateurs de basculement dans la radicalisation ainsi qu'aux formations dispensées par le CIPDR à destination des agents publics.

51. Créée en 2006, cette instance a vu sa mission de prévention de radicalisation renforcée jusque dans son titre puisque le terme a été ajouté par un décret du 6 mai 2016.

52. « Au procès de Sonia Imloul, les débuts chaotiques de la déradicalisation », *Le Monde*, 15 mars 2017. Cette ancienne directrice de la première cellule de déradicalisation francilienne a été condamnée à quatre mois de prison avec sursis pour détournement de fonds publics.

53. « Si l'offre de services de certaines associations dénotait la volonté de leurs responsables de contribuer à relever le défi de la prévention de la radicalisation à une échelle relativement inédite, elle traduisait également, pour nombre d'autres, la nécessité d'obtenir par cette reconversion de nouvelles ressources financières, leur budget subissant la réduction drastique des subventions publiques dans le secteur associatif depuis plusieurs années. Ce phénomène a alimenté un nouveau marché lié au secteur du terrorisme. Le recours dans l'urgence à des associations disponibles pour satisfaire une demande nouvelle des pouvoirs publics

a pu conduire à des effets d'aubaine financière, ce que plusieurs personnes entendues par vos rapporteuses ont résumé sous les termes de "gouffre à subventions" ou de "business de la déradicalisation" » (Benbassa, Troendlé, 2017, p. 32).

54. <http://www.interieur.gouv.fr/Dispositif-de-lutte-contre-les-filieres-djihadistes/Assistance-aux-familles-et-prevention-de-la-radicalisation-violente/Votre-signalement>.

55. Chiffres arrêtés au 30 juin 2017, rapport Benbassa-Troendlé, *op. cit.*, 2017, p. 15.

56. Rapport Sueur, *op. cit.*, 2015, p. 75. Voir aussi « *L'un des enjeux de ce travail de repérage des indicateurs de radicalisation est d'éviter toute stigmatisation d'une pratique religieuse dans le respect du principe de laïcité* », référentiel des indicateurs de basculement dans la radicalisation, 2014.

57. Ces formations visent les fonctionnaires (personnel des préfectures mais également de l'Éducation nationale ou des caisses d'allocations familiales) et sont dispensées par le CIPDR. Au niveau local, d'autres organismes publics (comme le Centre national de la fonction publique) ou privés ont développé des sessions de formations dédiées à la prévention de la radicalisation pour les agents publics (personnel de la prévention spécialisée, agents des centres communaux d'action sociale ou de la politique de la ville).

58. Le référentiel est disponible dans les annexes du guide interministériel de prévention de la radicalisation, <https://www.interieur.gouv.fr/SG-CIPDR/Prevenir-la-radicalisation/Prevenir-la-radicalisation>, site visité le 25 novembre 2017.

59. « (Dans) cette recherche, intitulée "*La métamorphose du jeune opérée par les nouveaux discours terroristes*", [que j'ai cédé] à titre gratuit, au ministère, j'y définis ces fameux indicateurs d'alerte,

qui sont aujourd'hui repris par toutes les institutions et par le site *stop-djihadisme* », Audition de M^{me} Dounia Bouzar, directrice générale du CPDSI, Sénat, Délégation aux droits des femmes, 24 mars 2016.

60. *Ibid.*

61. Rédigée par les services du CIPD, la brochure a été adressée aux préfectures (50 000 affiches, 200 000 plaquettes) pour être mises à disposition dans les commissariats et gendarmeries, dans les CAF, les communes, les centres sociaux, Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance, « La politique de prévention de la délinquance », 8^{ème} rapport au Parlement, juin 2015, p. 95.

62. Cette partie comporte plusieurs messages de ce type : « *Si j'appelle, la personne concernée par mon signalement le saura. Faux. Les appels sont strictement confidentiels, votre identité ne sera pas dévoilée* ».

63. Le dossier de presse énonce ainsi que la plateforme « *vise à informer de manière pédagogique, par le biais d'infographies, vidéos et témoignages, l'ensemble des citoyens afin qu'ils puissent comprendre et agir contre la menace terroriste, décrypter la propagande djihadiste et se mobiliser pour lutter efficacement contre le terrorisme* », dossier de presse de lancement du site, 28 janvier 2015.

64. « *S'adressant principalement aux jeunes, cette vidéo permet de découvrir la réalité qui se cache derrière la propagande djihadiste. Réalisée à partir de sources authentiques, elle décrypte les fausses promesses faites aux jeunes par les recruteurs djihadistes. La violence des images place l'internaute face à la réalité de la situation sur place* », *ibid.*

65. Rapport Pietrasanta, juin 2015, p. 56.

66. *Sud-Ouest*, « Le gouvernement publie un clip choc contre le djihadisme », 28 janvier 2015, *La Voix du Nord*, « Tu mourras seul chez toi : une vidéo choc pour lutter contre l'embrigadement djihadiste »,

28 janvier 2015, *Le Monde*, « #Stopdihadisme. Le gouvernement s'attaque à la radicalisation jihadiste », 28 janvier 2015, *L'Express*, « Tu mourras seul chez toi : la campagne de prévention choc contre le djihadisme », 28 janvier 2015.

67. Ce poids des réseaux sociaux s'illustre dès les premières images de la vidéo où l'on aperçoit une succession de visionnage de photos et de statuts favorables à Daech sur les plate-formes de réseaux sociaux (exhibition d'armes, du drapeau de Daech, etc.) jusqu'à la réception d'un message privé du « recruteur ».

68. Il s'agit de David Vallat, proche de Khaled Kelkal et condamné pour sa participation au réseau terroriste de Chasse-sur-Rhône en 1997, voir « David Vallat, ex-djihadiste, raconte « l'engrenage » de la radicalisation », *Le Monde*, 25 février 2015. Il a même tiré un livre de cette expérience, *Terreurs de jeunesse*, Paris, Calmann-Lévy, 2016.

69. <http://www.toujourslechoix.fr/ilsontvecu.html>, site visité le 28 novembre 2017.

70. <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/explication-du-phenomene/radicalisation-djihadiste-quest-ce-que-cest>, page consultée le 30 mai 2017.

71. « *La radicalisation se définit par trois caractéristiques cumulatives : un processus progressif, l'adhésion à une idéologie extrémiste, l'adoption de la violence* », référentiel des indicateurs de basculement dans la radicalisation.

72. « *La radicalisation est le fruit d'une conjonction de facteurs. L'apparence physique ou vestimentaire ne constitue pas un élément suffisant pour identifier une situation de radicalisation. Certains indicateurs doivent toutefois alerter l'entourage sur un processus potentiellement engagé* », <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/identifier-radicalisation/quels-sont-signes-radicalisation>, page consultée le 30 mai 2017.

73. Les signaux reprennent ici les trois catégories principales du référentiel élaboré par le CIPDR (« *les ruptures, l'environnement personnel et les théories et discours* »).

74. Brochure d'information, voir l'illustration. Ce document publié en 2015 avait à l'époque suscité plusieurs critiques, en France et à l'étranger, pour sa simplification excessive des trajectoires de radicalisation, « Les Américains sceptiques face à la campagne #stop-djihadisme », *Le Monde*, 31 janvier 2015, <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2015/01/31/les-americains-sceptiques-face-a-la-campagne-stop-djihadisme/#xtor=RSS-32280322>.

75. *Ibid.*

76. Olivier Hanne, « Déradicaliser : un enjeu intellectuel autant que sécuritaire » in *Revue Militaire Suisse*, 2016, p. 46-48.

77. *Ibid.*, p. 47.

78. Il faudrait d'ailleurs interroger, dans une recherche plus large, l'influence de certains acteurs, tels Dounia Bouzar, dans la circulation d'une représentation sous l'angle de l'emprise sectaire, Dounia Bouzar, *Désamorcer l'islam radical. Ces dérives sectaires qui défigurent l'islam*, Ivry-sur-Seine, Les éditions de l'Atelier, 2014 ou *Comment sortir de l'emprise djihadiste ?*, Ivry-sur-Seine, Les éditions de l'Atelier, 2015. Cette approche est également celle de Clarisse Feletin dans son documentaire « Engrenage : Les jeunes face à l'islam radical » (2015, *Bonne Pioche Télévision*) qui suit justement le travail du CPDSI.

79. Haoues Seniguer, « De quelques réflexions sur les sinuosités de la radicalisation » in *Histoire, monde et cultures religieuses*, n° 39, 2016/3, p. 13-31.

80. Claire Oger et Caroline Ollivier-Yaniv, 2006, *op.cit.*

81. Caroline Guibet-Lafaye et Ami-Jacques Rapin, 2017, *op. cit.*

82. <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/>

radicalisation/mecanismes-radicalisation/pourquoi-se-radicalise-t-on, site visité le 14 décembre 2017.

83. Sur le site StopDjihadisme, les discours complotistes sont définis comme « *des récits pseudo-scientifiques qui réinterprètent des faits réels* », <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/mecanismes-radicalisation/complotisme-radicalisation-djihadiste-quels-liens>, site visité le 14 décembre 2017.

84. <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/mecanismes-radicalisation/complotisme-radicalisation-djihadiste-quels-liens>, site visité le 14 décembre 2017.

85. Alors même que l'organisation Daech met en garde ses membres contre les théories du complot dénoncées comme idolâtries.

86. Christian Gravel, directeur du SIG, lors de son audition le 19 mai 2016, rapport Arif, 2015, *op. cit.*.

87. François-Bernard Huyghe, *Daech : l'arme de la communication dévoilée*, Versailles, VA Éditions, 2017, p. 106.

88. Intervention de Christian Gravel au Forum Cap'Com des professionnels de la communication publique, 15 décembre 2015. La vidéo est d'ailleurs interdite de diffusion aux enfants de moins de 12 ans.

89. Christian Gravel, directeur du SIG, lors de son audition le 19 mai 2016, rapport Arif, 2015, *op. cit.*.

90. Pierre-André Taguieff, *La Foire aux Illuminés. Ésotérisme, théorie du complot, extrémisme*, Paris, Mille et une nuits, 2005.

91. La plupart des définitions lexicographiques du mot complot insiste sur l'exercice d'un pouvoir exercé de manière concertée et occulte. Dès sa première édition de 1694, le *Dictionnaire de l'Académie Française* définit le complot comme un « *secret & mauvais dessein formé entre deux ou plusieurs personnes* ». En 1932, l'objectif anti-étatique est rajouté à cette définition. Le complot est alors une « *entreprise*

formée secrètement entre deux ou plusieurs personnes contre la sûreté de l'État ou contre quelqu'un ».

92. <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/radicalisation/traiter-radicalisation/radicalisation-djihadiste-jeunes-filles-prises-cible>.

93. Loïc Nicolas, « L'évidence du complot : un défi à l'argumentation. Douter de tout pour ne plus douter du tout », in *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 13 | 2014, mis en ligne le 14 octobre 2014, consulté le 04 juillet 2017 ; Matthias Girel, « Les théories du complot au scalpel », *The Conversation*, 29 mars 2016.

94. <http://www.gouvernement.fr/on-te-manipule>

95. Jean Baubérot, « Laïcité, sectes, sociétés » in Françoise Champion et Martine Cohen (dir.), *Sectes et démocratie*, Paris, Seuil, 1999, p. 314-330, Arnaud Esquerre, *La manipulation mentale. Sociologie des sectes en France*, Paris, Fayard, 2009.

96. Nathalie Luca, *Les sectes*, Paris, Puf, 2004, p. 116-117.

97. <http://www.derives-sectes.gouv.fr/>.

98. <http://www.derives-sectes.gouv.fr/quest-ce-quune-d%C3%A9rive-sectaire-comment-la-d%C3%A9tecter>, site visité le 14 décembre 2017.

99. Cette similarité se poursuit jusqu'au message de prudence qui accompagne les indicateurs : « *Un seul critère ne suffit pas pour établir l'existence d'une dérive sectaire et tous les critères n'ont pas la même valeur* », *ibid.*

100. Arnaud Esquerre insiste sur le fait que l'accusation de « manipulation mentale » occulte la complexité de la situation visée et notamment le processus de reconnaissance de ce que vit respectivement chacune des personnes en interaction. Les acteurs sociaux sont comme en tension entre, d'un côté, la volonté de participer à des interactions sociales valorisantes qui leur confèrent une place au sein du groupe et, de l'autre, celle d'en dénoncer

les dangers. Ce faisant, ils sont au moins en partie complices de la manipulation qu'ils subissent et alimentent en même temps, sans nécessairement le percevoir, Arnaud Esquerre, 2009, *op. cit.*

101. « *Stop Djihadisme est une goutte d'eau face à la force de frappe de l'EI* », David Thomson, *Les revenants*, Paris, Seuil, 2016, p. 92. Cette lucidité est d'ailleurs partagée par les responsables politiques. « *On sait bien qu'on ne va pas déradicaliser avec un tweet ou une vidéo de 30 secondes* » (entretien avec un député socialiste, mars 2017).

102. Rapport Pietrasanta, 2015, *op. cit.*, p. 53.

103. « *Le principal obstacle actuellement est la crédibilité de la parole institutionnelle. (...) Le contre-discours, pour être davantage efficace, doit être porté par des associations ou des acteurs publics reconnus et sur lesquels la jeunesse peut s'identifier* » (rapport Pietrasanta, 2015, p. 57).

104. C'est le cas de celui des députés Poisson et Arif (2015) ou du député Pietrasanta (2015).

105. « *Nous manquons en outre d'un contre-discours religieux, ce qui n'est pas facile pour un État laïque. Le contre-discours est enfin trop institutionnel et ne touche pas les individus concernés. Il faut s'inspirer des Britanniques avec des messages plus décalés, plus incisifs, le recours à des "repentis"...* », Sébastien Pietrasanta, *Le Figaro*, 18 décembre 2017.

106. Audition du 8 janvier 2016, Assemblée nationale, rapport fait au nom de la commission des lois sur le contrôle parlementaire de l'état d'urgence.

R · É · S · U · M · É

En janvier 2015, le gouvernement français a lancé un site internet « Stop Djihadisme » pour prévenir la radicalisation. Cette campagne de communication globale s'inscrit dans une stratégie de lutte contre la propagande des organisations djihadistes qui mêle mesures répressives (répression de l'apologie du terrorisme et fermetures administratives de sites) et diffusion d'un « contre-discours ». Ces mesures s'inscrivent au croisement de plusieurs politiques publiques : une institutionnalisation de la communication publique antiterroriste et une politique de prévention de la radicalisation encore embryonnaire. L'analyse du discours effectuée sur les différents vecteurs de communication (pages internet, brochures grand public, vidéos sur les réseaux sociaux) montre une représentation de la radicalisation à la fois critique (le discours public sur la radicalisation est un discours de dénonciation) et partielle (le discours se limite aux dimensions affirmatives de la radicalisation). Ces campagnes de communication s'appuient sur la dénonciation de la nature manipulatrice des discours djihadistes s'inspirant en cela des dispositifs utilisés en France pour lutter contre les dérives sectaires.

Abstract

In January 2015, the French government launched a web site « Stop Djihadisme » to prevent radicalization. This global advertising campaign joins in a strategy of fight against the propaganda of the jihadi organizations which involves repressive measures (repression of the apology of the terrorism and administrative closures of sites) and spreading of counter-message. This measures joins the crossing of several public policies : an institutionalization

of the antiterrorist public communication and a prevention policy of the still embryonic toughening. The discourse analysis made on the various vectors of communication (web sites, flyers, videos on the social networks) shows a representation of the radicalization at the same time critical (the public speech on the radicalization is a speech of termination) and partial (the speech limits itself to the affirmative dimensions of the radicalization). These advertising campaigns lean on the termination of the manipulator nature of the jihadi speeches being inspired in it of the devices used in France to fight against the sects.